

Le rôle des intellectuels dans le processus de paix en Afrique

Ambroise Katambu Bulambo. Ecrivain et historien congolais

I. Avant-propos

Notre contribution consiste à présenter le rôle positif et négatif que les intellectuels africains ont joué dans les différents conflits qui menacent l'existence des peuples africains. Ces différents conflits vont de la colonisation aux guerres actuelles multiformes d'Afrique subsaharienne.

Notre contribution est subdivisée en trois grandes parties, à savoir l'avant-propos, le rôle des intellectuels dans les grands conflits continentaux et la bibliographie. Cette dernière comprend des ouvrages et des articles d'une grande valeur qui nous ont permis de rédiger ce texte.

Que les organisateurs de ce Symposium et les autorités de l'Ateneo Pontificio Regina Apostolorum qui ont permis que ces assises se tiennent dans les meilleures conditions, trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

II. Le rôle des intellectuels dans le processus de paix en Afrique

1. Introduction

Depuis la consécration de la mission civilisatrice de l'Occident par la Conférence de Berlin en 1884-1885, toutes les traditions locales étaient condamnées à disparaître pour laisser la place à la civilisation occidentale, c'est-à-dire au «christianisme». Le christianisme a toutefois été bien accueilli par les colonisés africains. Des écoles, des églises, des hôpitaux, des tribunaux et autres bâtiments publics et d'intérêt général furent érigés. Entre-temps, pour être reconnu comme un être humain, il fallait se conformer à la nouvelle civilisation. La classe des intellectuels dénommés, suivant le colonisateur,

Evolués (colonies belges), Assimilés (colonies françaises), Assimilados (colonies portugaises) fut créée dans plusieurs territoires conquis ou attribués. Ces intellectuels ont joué un rôle non négligeable dans les conflits en Afrique coloniale et post-coloniale.

2. La colonisation et la décolonisation de l'Afrique

Les victoires des troupes dites de l'Axe Berlin-Rome-Tokyo pendant la Seconde Guerre Mondiale sur les troupes alliées ont contraint certaines puissances coloniales comme la Belgique et la France à recourir à leurs colonies pour résister à l'occupation et/ou à la déroute de leurs armées métropolitaines. Ainsi les militaires africains purent pour la première fois de leur histoire combattre aux côtés des commandants et des combattants européens immortels et invincibles. La solidarité entre colonisés et colonisateurs était à son paroxysme. A l'issue de cette guerre meurtrière, les Africains se rendirent à l'évidence : leurs maîtres occidentaux étaient mortels et vulnérables comme tous les êtres humains. Les nouvelles des victoires les plus spectaculaires, comme celle de Saïo remportée par les troupes du Congo belge contre la redoutable armée de Mussolini en Ethiopie gagnèrent le milieu des intellectuels africains.

A cela s'ajouta une situation internationale très favorable: la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, la Charte des Nations unies et plusieurs Conventions de Genève venaient d'être adoptées. Le Conseil de l'Europe venaient de naître et la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) adoptée par les pays membres de cette organisation intergouvernementale européenne. Les puissances coloniales, affaiblies et émues par les dégâts incalculables de la Seconde Guerre mondiale, la plus meurtrière de l'histoire, mirent un peu d'eau dans leur vin.

Les intellectuels africains en profitèrent pour fonder des partis politiques, des syndicats, des mouvements culturels. Les premiers leaders africains comme P. E. LUMUMBA du Congo-Kinshasa, le Dr. AZIKIWE du Nigeria, K. NKRUH du Ghana, L. RWAGASORE du Burundi, G. KAYIBANDA du Rwanda, le roi Muhammad V du Maroc, H. Bourguiba de Tunisie et beaucoup d'autres émergèrent. Ce sont ces intellectuels qui organisèrent et dirigèrent les mouvements de décolonisation de l'Afrique. C'étaient pour la plupart des produits de l'école moderne apportée par la colonisation. Ils avaient presque tous comme devise :

«Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs.»²

Le Contrat social de Jean-Jacques Rousseau présuppose que le citoyen y adhère librement.

Cet esprit s'est développé largement dans le milieu des intellectuels après la Seconde Guerre mondiale. En effet les Européens, sous la direction de l'ancien Chancelier allemand Bismarck, avaient décidé, lors de la Conférence internationale de Berlin, de dépecer l'Afrique et de se partager les morceaux. Ces derniers, peuplés de citoyens d'origines diverses, devaient former les Etats africains que nous connaissons aujourd'hui. Des frères, des soeurs de sang, de clan, de tribu, d'ethnie se trouvaient ainsi séparés sans qu'on leur demande leur avis. Ils n'avaient qu'une chose en commun, ***l'asservissement à l'homme européen.***

Dans la recherche de la liberté naturelle de l'homme et de l'égalité de tous les êtres humains, les intellectuels africains issus des écoles coloniales (chrétiennes pour la plupart) décidèrent de s'organiser, de sensibiliser la population africaine pour réclamer ce que les Européens reconnaissaient déjà comme un droit, à savoir «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.»³

Aussi initièrent-ils plusieurs organisations professionnelles, partis politiques, mouvements culturels. Ce sont ces organisations qui servirent à la sensibilisation des populations et de la communauté internationale. Cette dernière finit par reconnaître ce droit à l'autodétermination. Ainsi, en 1936, l'Egypte accède à l'indépendance avant de devenir une république en 1952 sous la conduite de Nasser. Le Maroc accédera à sa souveraineté internationale en 1956 sous la direction du roi Muhammad V. Mais la plupart des Etats africains accèdent à l'indépendance en 1960. Certains d'entre eux, comme l'Algérie et le Zimbabwe, ont dû recourir à la lutte armée. Après l'indépendance de la plupart des Etats africains en 1960, les intellectuels africains devenus dirigeants créèrent l'Organisation de l'Unité africaine (l'OUA) en juin 1963. Cette organisation panafricaine contribua largement à la libération des autres pays africains⁴ du joug colonial et de l'apartheid. Elle opta néanmoins pour l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

Cependant, il convient de signaler que tous les intellectuels africains n'étaient pas engagés dans les mouvements d'indépendance. Certains d'entre eux ont

lutté pour une souveraineté limitée à certains domaines de la vie politique, comme les représentants des partis dits PNP⁵ (Parti national du Progrès) du Congo belge. D'autres, qui se plaisaient dans leur classe sociale d'auxiliaires des colonisateurs, c'est-à-dire les évolués, les assimilados, les assimilés, voulurent que la colonisation subsiste indéfiniment. D'autres enfin collaborèrent activement avec les anciens colonisateurs pour faire échouer le processus de libération de l'homme africain et faire capoter tous les efforts d'organisation des jeunes Etats africains. Aussi ont-ils organisé, planifié, exécuté des plans machiavéliques pour rendre ingouvernables les pays nouvellement indépendants. Ce qui devait justifier la poursuite de la colonisation car il n'y aurait aucune preuve que les Africains étaient capables de gouverner.

Certains d'entre eux ont même organisé des mouvements sécessionnistes, comme Moïse Tshombe du Katanga et Albert Kalondji du Sud-Kasaï en République démocratique du Congo. D'autres encore s'arrangèrent avec les occidentaux pour neutraliser et renverser les gouvernements issus des élections libres et démocratiques initiées et contrôlées par les puissances coloniales. Ce sont ces intellectuels, recrutés pour la plupart dans l'armée, qui renversèrent presque tous les dirigeants nationalistes accusés d'être des communistes et installèrent des régimes totalitaires à parti unique. Parmi eux, nous pouvons citer le Maréchal Mobutu du Congo-Zaïre, le Général Eyadema du Togo, le Général Lamizana du Burkina Faso, Moussa Traoré du Mali, Jean Bédel Bokassa de la République centrafricaine, etc.

3. Les régimes totalitaires et le processus de démocratisation de l'Afrique

Une autre crise meurtrière qui domina l'Afrique fut l'émergence des régimes totalitaires à parti unique. Ces régimes furent l'oeuvre des intellectuels africains mécontents de la libération de leurs frères et soeurs du joug colonial. Sous prétexte de promouvoir la formation de l'unité nationale et des Etats-nations ils s'arrogèrent le droit quasi divin de renverser les gouvernements issus de la volonté populaire d'indépendance. Ainsi vers les années 1970, presque tous les pays africains étaient sous la direction de partis uniques et de généraux. L'heure du néocolonialisme venait de sonner. Les anciens colonisateurs venaient de réaliser leur rêve, à savoir: *«se faire remplacer par de véritables*

agents néocoloniaux africains pour que l'après-indépendance soit pareille à l'avant-indépendance». Désormais, ce sont les institutions financières internationales, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), les multinationales, les puissances occidentales et l'ancien bloc communiste qui devinrent les sources de légitimité, de légalité et de reconnaissance des régimes africains. Les nouveaux régimes africains étaient appréciés en fonction de l'application stricte de leur volonté exprimée dans de nombreux plans de redressement de l'économie, de socialisation ou de communisation du pays soumis. Les citoyens africains n'avaient désormais que le droit d'applaudir et de danser pour les nouveaux agents néocoloniaux. Ainsi, M. Léon Kengo Wa Dondo, ancien premier ministre du Zaïre (1982-1986, 1994-1997) fut très apprécié par l'Occident et le Fonds monétaire international (FMI) pour avoir supprimé les subsides aux écoles publiques, y compris aux universités et aux écoles primaires, mis au «chômage technique» plus de la moitié des fonctionnaires de l'Etat sans la moindre mesure sociale d'accompagnement. Il supprima également les bourses d'études et la cantine dans les universités et les instituts supérieurs du Congo-Zaïre alors que le pays avait plus que jamais besoin de cadres et d'intellectuels. Il y eut de nombreuses émeutes d'étudiants zaïrois vers les années 1984-1985.

Avec le vent de la perestroïka, venu de l'Union soviétique, qui s'étendit sur toute l'Europe de l'Est, entraînant des changements sensibles du paysage politique et économique, les intellectuels africains tentèrent à nouveau de reconquérir leur indépendance confisquée. Ils se regroupèrent dans des partis politiques, des organisations confessionnelles, laïques, syndicales et culturelles et des institutions publiques. Ainsi furent organisées des conférences nationales dans plusieurs pays subsahariens. Ce fut le cas en République populaire du Bénin avec Mgr De Souza, au Congo-Kinshasa avec Mgr Monsengwo Pasinya, etc. Dans d'autres pays comme l'Algérie, le multipartisme fut réinstauré et des élections libres et démocratiques furent organisées. A part quelques pays qui réussirent à démocratiser leur régime, la plupart tombèrent dans un chaos indescriptible. L'Afrique du Sud est pour l'instant un exemple parlant bien qu'elle soit presque un cas à part. Elle vit désormais sous le signe du renouveau avec la libération de Nelson Mandela, l'abolition de l'apartheid, l'organisation d'élections libres et multiculturelles. La réconciliation nationale a été réalisée à travers la commission Vérité et Réconciliation présidée par Mgr Desmond Tutu. Plusieurs intellectuels africains ont contribué positivement au démantèlement de ce crime sans nom que fut l'apartheid.

Quant aux autres pays comme l'Algérie, le Togo, le Burundi, le Rwanda, le Congo-Kinshasa, la Somalie, etc., le processus de démocratisation fut hypothéqué par des forces obscures avec lesquelles certains intellectuels ont collaboré activement. On a vu, par exemple en Algérie, le gouvernement de Chadli Bendjedid annuler les élections gagnées par le Front islamique du salut et interrompre ainsi le processus électoral en 1991; au Burundi, l'armée tuer en 1993 le président élu, Melchior Ndadaye, et au Congo-Zaïre, le Maréchal Mobutu avec un groupe d'intellectuels congolais réunis au sein des Forces politiques du Conclave et de l'armée saboter l'exécution de toutes les décisions prises par la Conférence nationale souveraine. Ils ont réussi à bloquer l'application des résolutions jusqu'à l'apparition de Laurent Désiré Kabila à la tête des armées nationales du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et autres en septembre 1996. On put alors parler, avec Gauthier de Villers et Jean Omasombo, de «transition manquée»⁶.

4. La guerre internationale du Congo-Kinshasa

Un autre conflit qui mérite notre attention est celui qui sévit au Congo-Kinshasa depuis 1996. En effet, ce conflit armé a le triste privilège d'avoir opposé plus de onze armées nationales africaines et plus de dix groupes armés et mouvements rebelles africains. Ces éléments lui valent actuellement le qualificatif de première guerre continentale d'Afrique, pour ne pas parler de première guerre mondiale d'Afrique si l'on inclut les différents acteurs économiques qui financent l'un ou l'autre belligérant pour obtenir en retour une autorisation d'exploitation ou d'achat d'une matière première stratégique comme la colombite-tantalite.

Comme dans d'autres conflits africains, l'attitude des intellectuels africains a été diverse. Pour les uns, il fallait collaborer et au besoin diriger le mouvement insurrectionnel ou d'invasion de la République démocratique. L'essentiel pour eux était d'avoir une parcelle de pouvoir, certains biens matériels, les honneurs, la satisfaction d'être appelé président même sans Etat, ministre même sans portefeuille, commandant même sans armée ou tout simplement chef rebelle. Parmi ces intellectuels, nous pouvons citer feu le Président L.D. Kabila qui, pour être appelé Monsieur le Président de la République démocratique, s'appropriä l'invasion de son propre pays par les troupes nationales du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda dont le but principal était de démanteler⁷ les

camps de réfugiés hutus rwandais au Congo-Zaïre. Beaucoup de ses compatriotes ont péri dans cette guerre dite de libération. Il obtint satisfaction lorsqu'on l'appela Monsieur le Président de la République démocratique du Congo avant d'être déclaré persona non grata par ses anciens maîtres et alliés. Les autres, comme les professeurs d'université Zahidi Ngoma, Ernest Wamba Dia Wamba, Lunda Bululu, s'autoproclamèrent chefs de la rébellion, ou mieux du Mouvement d'occupation de la République démocratique du Congo par les armées nationales du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda. En échange, ils furent appelés coordinateurs, ministres, présidents du mouvement rebelle Rassemblement congolais pour la démocratie et le massacre systématique de leurs compatriotes sans armes.

D'autres intellectuels encore s'engagèrent activement dans la recherche d'une solution pacifique et durable à la crise. Ils sont pour la plupart regroupés au sein d'organisations de la société civile. Ils sont convaincus que «personne ne viendra au Congo-Kinshasa pour faire le bonheur des Congolais à leur place. Sauf s'ils démissionnent tous et laissent la place à un néocolonialisme.»⁸ Parmi eux, il y a ceux qui se sont mis à dénoncer les crimes et violations des droits de l'homme, à lancer des appels à la paix et à la réconciliation nationale. D'autres ont écrit des livres pour défendre les citoyens congolais meurtris, massacrés au nom d'une politique internationale injuste⁹. Nous pouvons citer à titre d'exemples les écrivains Charles Ndjungu Simba et nous-même qui avons écrit des livres comme *Mourir au Kivu*, *La Fin des Haricots*, *En attendant Kabila*, etc. D'autres encore ont essayé d'orienter le peuple vers la libération par un apostolat exemplaire allant jusqu'au sacrifice suprême. Ce fut le cas de Nosseigneurs Christophe Munzihirwa et Emmanuel Kataliko, archevêques successifs de Bukavu, Kivu, RDC. Ils ont été des chrétiens et intellectuels africains modèles.

D'autres Congolais encore ont initié des rencontres aux niveaux provincial, national, international qui ont regroupé plusieurs acteurs de la paix et accouché de plans de paix extraordinaires qui constituent de nos jours la base du dialogue intercongolais. Parmi ces rencontres, mentionnons celles de la Société civile congolaise de Nganda-Kinshasa (juin 1997, 1998), d'Anvers (début janvier 1999), de Montréal (29-30 janvier 1999), de Parme (29 avril-2 mai 1999); les Consultations nationales de février-mars 2000 à Kinshasa, le pré-dialogue intercongolais de Gaberone d'août 2001 et beaucoup d'autres initiatives. Malheureusement, depuis la mort de L. D. Kabila et la guerre de plus en plus

longue, on constate une certaine lassitude, pour ne pas parler d'essoufflement, chez les leaders de la société civile. En effet, beaucoup d'entre eux oublient de plus en plus leur mission de bouclier du peuple, de contrepoids aux politiciens pour ne s'adonner qu'à la promotion et à la défense des intérêts du peuple. Ainsi surgissent parmi eux de plus en plus de propagandistes de tel ou tel courant politique, ou du pouvoir en place ; d'autres sont devenus des collaborateurs actifs d'un régime peu démocratique. D'autres leaders encore se servent de leur statut au sein de la société civile pour s'enrichir illégalement. Ces ambitions sont dues d'une part au goût excessif du pouvoir et à l'impatience qui caractérisent certains acteurs de la société civile. Il faut ajouter aussi l'interdiction des partis politiques par L.D. Kabila en 1997 qui a déversé au sein de la société civile tous les responsables des partis politiques congolais et anciens hommes politiques de la transition non exilés en mal de positionnement. Cette situation n'a fait qu'aggraver la «kinoiserie» déjà présente dans la société civile congolaise depuis la Conférence nationale souveraine. Il y a enfin la faiblesse de personnalité de ces acteurs et un système éducatif qui, sous le régime colonial et celui de Mobutu, n'avait pas pour but de développer le *sens du bien commun* chez les enfants et moins encore *le sens de l'Etat*.

5. Le SIDA et les efforts de prévention

Le VIH/SIDA est aujourd'hui le problème le plus grave de l'Afrique subsaharienne. On compte actuellement plus de 23,3 millions d'Africains porteurs du VIH, soit plus de 23,3 candidats à la mort dans moins de dix ans. 90 % des 11 millions d'orphelins du sida dans le monde se trouvent en Afrique. En 1998, par exemple, 2,2 millions d'Africains sont morts du sida alors que les guerres classiques ont fait un peu plus de 200 000 victimes¹⁰.

Devant cette situation dramatique, les intellectuels africains ont eu, comme dans chaque conflit, plusieurs attitudes pour combattre et/ou prévenir le VIH/sida.

Pour certains, c'est une malédiction de Dieu comme la peste au Moyen âge. Pour d'autres, avec en tête le président Thabo Mbeki¹¹ d'Afrique du Sud, le VIH/sida n'est pas une maladie infectieuse mais un syndrome multifactoriel provoqué par, notamment, la mauvaise nutrition ou d'autres infections, ou un complot de l'Occident contre l'Afrique.

Pour d'autres intellectuels, comme l'ex-Président et Prix Nobel de la Paix Nelson Mandela¹² qui a critiqué sévèrement le Président Mbeki, le Président Benjamin Mkapa, le roi du Swaziland, Sa Majesté Mswati, l'ancien Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim et l'actuel Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et beaucoup d'autres intellectuels africains dont nous-même, le VIH/sida est une maladie infectieuse qui nécessite l'attention de tous pour être vaincue.

Plusieurs initiatives sont en cours de réalisation en Afrique et dans le monde. En effet, des conférences de sensibilisation de l'opinion internationale et africaine ont été organisées à Lusaka (Zambie) en 1999, à Durban (Afrique du Sud) en 2000, à Abuja (Nigeria) en avril 2001 et à New York, au siège des Nations unies, une assemblée spéciale sur le sida. Il y a eu jusqu'ici plus de 12 conférences internationales¹³ sur le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique qui ont été organisées par la société civile africaine Anti-SIDA, l'Union africaine contre les MST, le réseau africain des personnes vivant avec le VIH/sida, le Conseil africain des associations de lutte contre le sida (AFRICASO), l'Association des femmes africaines face au SIDA (AFASFSI) et autres organisations internationales.

En plus des conférences, les intellectuels africains ont constitué plusieurs organisations et réseaux de lutte contre le sida en Afrique et dans le monde. Suite aux résolutions de la Conférence d'Abuja, les Etats africains ont décidé d'affecter 15 % de leur budget national à la lutte contre le SIDA et plusieurs organisations occidentales mènent en Afrique des campagnes de prévention en partenariat avec des organisations indigènes. Des tests sont envoyés mais effectués à petite échelle à cause de plusieurs facteurs dont l'idéologie des tests volontaires importés d'occident alors que la maladie est au stade de la pandémie, laquelle tue plus de 2 millions d'Africains par an.

L'Organisation internationale *SIDA Information Suisse* basée à Zurich, collabore activement avec la fondation Mgr-Emmanuel-Kataliko du Congo-Kinshasa pour la prévention de SIDA en Afrique. Quelques musiciens africains sont désormais engagés dans la lutte contre le VIH/sida. C'est le cas du groupe de Germain Mubake, Malage de Lugendo, Jean Paul et Matata Lita Bembo.

Malheureusement, les efforts des intellectuels ne sont pas encore suffisants. A notre avis, l'information sur le sida devrait être intégrée dans le programme des écoles

primaires et secondaires et des universités ainsi que dans la pastorale des Eglises. Les gouvernements devraient décréter l'état d'urgence contre le SIDA dans tous les pays d'Afrique subsaharienne. Ces derniers devraient faciliter l'accès aux tests rendus obligatoires pour tous les citoyens. Dans tous les cas, la prévention par l'information, l'abstinence et la fidélité dans le mariage devrait être privilégiée car il n'y a pas de risque zéro avec le préservatif ni, actuellement, de médicament curatif.

Comme on le voit, l'Afrique a connu depuis son partage d'innombrables conflits multiformes dont nous n'avons donné qu'un échantillon. Les attitudes des intellectuels ont été diverses: les uns ont eu une action positive et efficace alors que les autres les ont entretenus.

Malheureusement, la majorité de ces conflits sont encore très actifs et nécessitent les efforts de tous les intellectuels. Pour notre part, lorsque nous nous rappelons les messages de nos mères qui nous transportaient sur leur dos, nous prodiguaient les premiers soins contre la malaria sur le chemin de l'école primaire située à plus de dix kilomètres ou nous donnaient à manger et nous hébergeaient sur le chemin de l'école secondaire ou de l'université située à des centaines de kilomètres du village, nous ne pouvons pas croiser les bras et pactiser avec le mal. En effet, chaque fois que nous nous séparions d'elles, elles nous disaient : *«Prends ce morceau de manioc, tu le mangeras en cours de route et tu arriveras fort à l'école. Apprends bien ce que tes professeurs t'enseignent pour que plus tard tu nous défendes contre l'oppression et la domination»*.

Nous croyons que chacun d'entre nous a reçu de tels appels mais certains ont préféré oublier ces sages conseils pour se sentir à l'aise dans un système sans nom que nos grands-parents n'ont pas connu. Nous croyons aussi que personne ne viendra faire le bonheur et la paix en Afrique à la place des Africains, avec des valeurs africaines actualisées et adaptées aux conflits actuels.

III. Bibliographie

1. AIF et alii, *Année francophone internationale 2001*, Québec, 2000
2. BULAMBO, K.A., *Mourir au Kivu. Du génocide Tutsi aux massacres dans l'Est du Congo-RDC*, L'Harmattan-Editions du Trottoir, Paris-Kinshasa, 2001

3. CAHIERS AFRICAINS, bimestriel, Nos 27-28-29, *Zaire La Transition manquée (1990-1997)*, L'Harmattan, 1997
4. CISMA, Annonce XIIe Conférence internationale sur le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique, Ouagadougou, Burkina Faso, 9-12 décembre 2001.
5. Family Research Council; *The African Aids Pandemic: What should we do?* Washington DC, 20 October 2000
6. IFES, *L'Afrique francophone : Les lois électorales, Tome I*, Washington DC, 1998
7. Rousseau J.-J.; *Du Contrat social*, Livre I, Chap.IV
8. Schmidlin B.; *Droit privé romain I, Sources-Famille-Biens*, Payot, Lausanne, 1988
9. UNAIDS Press Release, *AIDS becoming Africa's Top Human Security Issue*, UN Warns, New York, 10 January 2000

¹ Tous ces instruments internationaux de défense des droits de l'homme et de promotion de la paix dans le monde,Charte des Nations unies, Déclaration universelle des droits de l'homme, CEDH et Conventions de Genève, ont été adoptés entre 1945 et 1950.

² **Rousseau, J.-J. ; Du Contrat social**, Livre I, Chap.IV Cité par **Schmidlin B.; Droit Privé romain I, Sources-Famille-Biens**, Payot, Lausanne, 1988 p. 69

³ C'est l'un des principes adoptés par les dirigeants européens réunis en Congrès à Vienne en 1815.

⁴ C'est le cas des anciennes colonies portugaises d'Afrique et des républiques du Zimbabwe et de Namibie.

⁵ Les dirigeants et militants de ces partis qualifiés de partis des Nègres payés pour la poursuite de la colonisation défendaient la libération progressive du Congo belge en commençant par Léopoldville et les zones environnantes, Elizabethville et Stanleyville. Ils voulaient aussi que les Congolais deviennent indépendants mais tout en maintenant Baudouin Ier, roi des Belges, comme leur chef d'Etat.

⁶ CAHIERS AFRICAINS, Bimestriel, Nos 27-28-29, Octobre 1997, L'Harmattan, Paris, 1997.

⁷ BULAMBO K.A. ; *Du génocide Tutsi aux massacres dans l'Est du Congo-RDC*, Les Editions du Trottoir-L'Harmattan, Kinshasa-Paris, 2001, p.15

⁸ Extrait du discours du Président Mobutu à Kinkole/ Kinshasa en 1986.

⁹ Cette politique internationale défendue par le régime de Kigali, l'Occident et le Conseil de sécurité des Nations unies veut justifier l'occupation de l'Est du Congo-RDC par les troupes rwandaises, burundaises, ougandaises par le souci de prévention d'un autre génocide Tutsi.

¹⁰ UNAIDS Press Release 2000, *AIDS becoming Africa's Top Human Security Issue*, UN Warns, New York, 10 January 2000 P.1

¹¹ Le Président Mbeki vient toutefois de reconnaître l'existence de ce virus devant la triste réalité d'un taux de 20% de séropositifs VIH dans son pays.

¹² Family Research Council, *The African AIDS Pandemic: What should we do?*, Washington DC, 20 October 2000 p. 4

¹³ CISMA, Annonce XIIe Conférence internationale sur le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique,-Ouagadougou, Burkina Faso 9-12 décembre 2001, p.1